

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)****MAITRE D'OUVRAGE :**

**Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCI)**

Établissement public administratif

Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions

1 rue Françoise Sagan – CS 60186 – 44802 Saint-Herblain Cedex

<http://www.paysdelaloire.cci.fr>

SIREN : 130 008 105 – TVA N° FR 34130008105

**Marché de mission de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une coque commerciale destinée à accueillir un bar restaurant**

---

**N° marché : 2025 RTPN 4124**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. ACRONYMES UTILISÉS DANS LES DOCUMENTS DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT .....</b>	<b>6</b>
2.1 Objet du contrat .....	6
2.2 Décomposition du contrat .....	6
2.3 Réalisation de prestations similaires.....	6
<b>ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4. INTERVENANTS.....</b>	<b>7</b>
4.1 Désignation de l'acheteur – maître d'ouvrage.....	7
4.2 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	7
4.3 Contrôle technique .....	7
4.4 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs .....	7
4.5 Coordination SSI .....	8
<b>ARTICLE 5. ORGANISATION ET REPRESENTATION DU TITULAIRE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6. MISSIONS.....</b>	<b>8</b>
6.1 Mission de base .....	8
6.2 Compétences attendues .....	8
<b>ARTICLE 7. DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>9</b>
7.1 Durée globale prévisionnelle des prestations.....	9
7.2 Durée du contrat.....	9
<b>ARTICLE 8. PRIX .....</b>	<b>9</b>
8.1 Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
8.2 Forfait de rémunération .....	10
8.3 Engagements du maître d'œuvre .....	10
8.4 Révision des prix .....	11
<b>ARTICLE 9. PENALITES APPLICABLES AU MAITRE D'œuvre .....</b>	<b>11</b>
9.1 Pénalités de retard .....	11
9.2 Pénalité pour travail dissimulé .....	12
9.3 Engagement du maître d'œuvre sur le respect du cout cumulé des travaux.....	12
<b>ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>13</b>
10.1 Présentation des demandes de paiement.....	13
10.2 Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage .....	14
10.3 Délais de paiement.....	15
10.4 Paiement des cotraitants .....	15

10.5 Paiement des sous-traitants .....	15
<b>ARTICLE 11. DEMANDE DE PAIEMENT POUR SOLDE.....</b>	<b>15</b>
11.1 Demande de paiement finale .....	15
11.2 Décompte général rendu définitif.....	16
11.3 Contestation sur le montant des sommes dues .....	16
<b>ARTICLE 12. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>16</b>
12.1 Documentation numérique et dématérialisation des échanges.....	16
12.2 Ordres de service .....	16
12.3 Informations réciproques.....	17
12.4 Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre .....	17
15.1. Point de départ des délais de présentation des documents .....	18
12.5 Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage ....	19
12.6 Décisions d'ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d'ouvrage.....	20
12.7 Conséquence de l'admission des études sur le programme de l'opération.....	20
<b>ARTICLE 13. PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 14. DROITS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELECTUELLE .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 15. MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DE L'ASSISTANCE APPORTEE AU MAITRE D'OUVRAGE POUR LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 16. MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DE LA DIRECTION DE L'EXECUTION DES MARCHES</b>	<b>21</b>
16.1 Réunions de chantier .....	22
16.2 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre .....	22
16.3 Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs .....	22
16.4 Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général.....	22
<b>ARTICLE 17. MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>22</b>
17.1 Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage .....	22
<b>ARTICLE 18. ASSURANCES DU MAITRE D'œuvre .....</b>	<b>23</b>
18.1 Garantie de la responsabilité décennale.....	23
18.2 Garantie de la responsabilité civile professionnelle.....	23
18.3 Stipulations communes .....	23
<b>ARTICLE 19. MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS .....</b>	<b>24</b>
19.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire .....	24
19.2 Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance du mandataire	24
19.3 Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance d'un cotraitant	24
<b>ARTICLE 20. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES .....</b>	<b>25</b>



20.1 Définitions .....	25
20.2 Obligations du titulaire.....	26
20.3 Protection des données à caractère personnel dans le cadre du suivi opérationnel du marché.....	27
<b>ARTICLE 21. DIFFERENDS ET RESILIATION .....</b>	<b>28</b>
21.1 Formalisme des réclamations .....	28
21.2 Règlement amiable des différends .....	28
21.3 Manquements aux obligations du marché par le maître d'œuvre.....	28
21.4 Résiliation du marché .....	28
21.5 Tribunal compétent en cas de litige .....	29
<b>ARTICLE 22. DÉROGATIONS AU CCAG MOE .....</b>	<b>29</b>

## ARTICLE 1. ACRONYMES UTILISÉS DANS LES DOCUMENTS DU MARCHÉ

### Généralités

AMO : Assistant à Maîtrise d’Ouvrage

CCAG MOE : Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés de Maîtrise d’Œuvre

CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCI : Chambre de Commerce et d’Industrie

CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières

CMAR : Chambre des Métiers et de l’Artisanat Régionale

DCE : Dossier de Consultation des Entreprises

PC : Permis de Construire

PGC : Plan Général de Coordination

SPS : Sécurité et Protection de la Santé

### Missions de la maîtrise d’œuvre

ESQ : Études d’Esquisse

APS : Études d’Avant-Projet Sommaire

APD : Études d’Avant-Projet Définitif

AVP : Études d’Avant-Projet

PRO : Études de Projet

EXE : Études d’Exécution

DQD : Devis Quantitatif Détaillé

ACT : Assistance apportée au Maître d’Ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux

DET : Direction de l’Exécution du ou des marchés de Travaux

OPC : Ordonnancement, Pilotage, Coordination

AOR : Assistance apportée au Maître d’Ouvrage lors des Opérations de Réception

GPA : Assistance apportée au Maître d’Ouvrage lors de la période de Garantie de Parfait Achèvement

DOE : Dossiers des Ouvrages Exécutés

SSI : Systèmes de Sécurité Incendie

## ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT

### 2.1 Objet du contrat

Le présent marché concerne la mission de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une coque commerciale destinée à accueillir un bar-restaurant.

Lieu d'exécution :

Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions  
1 rue Françoise Sagan, 44802 Saint-Herblain Cedex

### 2.2 Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### 2.3 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES

Dans le respect de l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son Annexe Financière ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le programme de l'opération et les pièces techniques ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG MOE) du 30 mars 2021 ;
- Les clauses du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés lors de consultation, des négociations éventuelles et des mises au point, ainsi qu'un tableau détaillé de répartition des tâches par éléments de mission ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :

- Du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la Commande Publique relative à l'exécution du marché ;
- Du livre IV de la deuxième partie du Code de la Commande Publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée ;
- De l'annexe 20 du Code de la Commande Publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

## **ARTICLE 4. INTERVENANTS**

### **4.1 Désignation de l'acheteur – maître d'ouvrage**

#### **CCI Nantes St-Nazaire**

Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions  
1 rue Françoise Sagan, 44802 Saint-Herblain Cedex

### **4.2 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

Le titulaire de la mission OPC est le maître d'œuvre.

### **4.3 Contrôle technique**

La mission de contrôle technique sera assurée par :

#### **Alpes Contrôle**

275 Bd Marcel Paul, 44800 Saint-Herblain

Le maître d'ouvrage prévoit de confier les missions suivantes au contrôleur technique : LP, S, LE, SEI, HAND, ATT HAND.

### **4.4 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs**

La Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour cette opération de niveau 2 sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

## 4.5 Coordination SSI

Sans objet pour cette opération.

## ARTICLE 5. ORGANISATION ET REPRESENTATION DU TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG MOE, le maître d'œuvre désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas de cotraitance, la forme du groupement est celle indiquée par le maître d'œuvre à l'acte d'engagement. L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres. La mission du mandataire est définie en annexe du CCAP. Il est fait application des stipulations de l'article 3.6 du CCAG MOE concernant la sous-traitance.

## ARTICLE 6. MISSIONS

### 6.1 Mission de base

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le détail des missions est le suivant :

Missions de base	Désignation
ESQ	Etudes d'esquisse
APS	Etudes d'Avant-Projet Sommaire
APD	Etudes d'Avant-Projet Définitif compris PCM éventuel
PRO	Etudes de Projet
ACT	Assistance pour la passation des Contrats de Travaux
VISA	Conformité et Visa d'exécution du projet
DET	Direction de l'Exécution des Travaux
AOR	Assistance lors des Opérations de Réception

Mission complémentaire	Désignation
OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination

### 6.2 Compétences attendues



- Architecture ;
- Structure ;
- Fluides/VRD ;
- Economie de la construction ;
- OPC.

## **ARTICLE 7. DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION**

### **7.1 Durée globale prévisionnelle des prestations**

La date prévisionnelle de début des prestations est le 15/12/2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 15/06/2028 soit 30 mois.

### **7.2 Durée du contrat**

L'exécution des prestations débute à compter de la notification du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG MOE.

En cas de force majeure empêchant l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure. Le cas de force majeure ne donne droit à aucune indemnisation.

## **ARTICLE 8. PRIX**

### **8.1 Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'Acte d'Engagement.

Le prix tient compte de l'ensemble des sujétions résultant des mesures prises pour faire face à l'épidémie de COVID 19 et de toutes les contraintes normalement prévisibles pour réaliser les prestations jusqu'à leur achèvement complet.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du mandataire comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, coordination et contrôle, y compris frais généraux, impôts taxes ou autre, une marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées au sous-traitant, ainsi que les conséquences de ces défaillances.

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre des droits de propriété intellectuelle.

## 8.2 Forfait de rémunération

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le présent marché et ses annexes.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au marché.

Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération  $t$  par le montant  $C_0$  de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage du coût prévisionnel  $C$ , établi lors de la mission APD.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la Commande Publique.

La part attribuée à chaque cotraitant est fixée dans l'Annexe Financière de l'Acte d'Engagement.

Dans le cas où l'enveloppe financière est modifiée par des demandes nouvelles de la maîtrise d'ouvrage (modifications importantes de la consistance du programme), le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux modifié.

Dans le cas où l'enveloppe financière n'est pas respectée par l'équipe de maîtrise d'œuvre, mais son nouveau montant est accepté par la maîtrise d'ouvrage, le forfait définitif de rémunération est calculé en fonction des plages de rémunération indiquées ci-avant. Par exemple, pour une enveloppe financière prévisionnelle de 1 M € HT, si le nouveau montant est compris entre 1 000 000 € HT et 1 050 000 € HT (soit 5 %), le forfait définitif de rémunération sera le nouveau montant multiplié par le taux de rémunération fixé à l'Acte d'Engagement. Au-delà de 1 050 000 € HT (5 %), aucune rémunération complémentaire ne sera calculée.

Ces deux conditions peuvent être cumulatives.

Pour autant, en cas de dépassement du seuil de tolérance de 5% si le maître d'ouvrage n'accepte pas les offres des soumissionnaires, il exige du maître d'œuvre une reprise gratuite des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettent d'atteindre à l'issue de nouvelles consultations, l'engagement pris en tenant compte du taux de tolérance.

## 8.3 Engagements du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le cout prévisionnel des travaux préalables (phase APD) et le montant des fournitures des ouvrages construits hors site à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût cumulé des marchés de travaux

et fournitures réajusté au coût prévisionnel des travaux et fournitures assorti d'un taux de tolérance fixé à 5 %.

Ce taux de tolérance de 5 % sera également appliqué pour le coût de travaux, après notification des marchés de travaux, et pour le coût final des travaux (au DGD).

#### 8.4 Révision des prix

En application de l'article 10.1.1 du CCAG MOE, le prix est révisable lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à trois mois.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $m_0$  du marché de maîtrise d'œuvre fixé à l'Acte d'Engagement.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient  $C$  de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,125 + 0,85 I_m / I_o$$

dans laquelle  $I_o$  et  $I_m$  sont les valeurs prises par l'indice SYNTEC respectivement au mois  $m_0$  et au mois  $m$  au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est remis.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

En application de l'article R. 2191-28 du Code de la Commande Publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

### ARTICLE 9. PENALITES APPLICABLES AU MAITRE D'ŒUVRE

#### 9.1 Pénalités de retard

Par dérogation aux articles 16.2.1 et suivants du CCAG MOE, le marché ne prévoit pas de minimum, ni de maximum de pénalités.

Les pénalités de retard sont applicables dans les conditions prévues à l'article 16.2 du CCAG MOE et selon le processus défini à l'article 16.2.4 du CCAG MOE.

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour ouvré de retard :

Code mission	Pénalité
ESQ	200 €
APS	200 €
APD	200 €
PC	200 €

<b>PRO</b>	200 €
<b>DCE</b>	200 €
<b>ACT - RAO</b>	200 €
<b>VISA</b>	200 €
<b>DET – CR chantier</b>	200 €
<b>DOE</b>	200 €

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels, finaux et dans l'établissement du décompte général, fixé à l'article « Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général », le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour ouvré de retard, est fixé à 200,00 €.

Après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour ouvré de retard est fixé à 200,00 €.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

En cas de marché confié à un groupement, le mandataire devra indiquer à l'acheteur la répartition des pénalités entre les membres du groupement. A défaut de réponse dans un délai de 15 jours à la mise en demeure adressée par le maître d'ouvrage de lui indiquer cette répartition, la pénalité sera appliquée en totalité au mandataire du groupement.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 9.2 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

## 9.3 Engagement du maître d'œuvre sur le respect du cout cumulé des travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le cout total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 5%.

Le cout total définitif de réalisation de référence correspond au coût total définitif de réalisation des travaux, hors révision de prix.

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

**Montant de la pénalité** : (coût de référence (sorti AO) - seuil de tolérance) x 15 %.

Conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### 10.1 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG MOE et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- La date de facturation ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;

- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

Les demandes de paiement précisent les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG MOE et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du Code de la Commande Publique, dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Code mission	Acompte	Pourcentage
<b>ESQ</b>	Remise du dossier	80 %
	Approbation du maître d'ouvrage	20 %
<b>APS</b>	Remise du dossier	80 %
	Approbation du maître d'ouvrage	20 %
<b>APD</b>	Remise du dossier	80 %
	Approbation du maître d'ouvrage	20 %
<b>PRO</b>	Remise du dossier	80 %
	Approbation du maître d'ouvrage	20 %
<b>ACT</b>	Approbation du DCE par le maître d'ouvrage	30 %
	Notification de tous les marchés de travaux	50 %
	Mise au point des dossiers marché	20 %
<b>VISA/DET</b>	A l'avancement	100 %
<b>OPC</b>	A l'avancement	100 %
<b>AOR</b>	Après la réception	20 %
	Après la levée des réserves	40 %
	A la remise du DOE	20 %
	A la fin du délai de GPA	20 %

## 10.2 Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Conformément aux stipulations de l'article 11.6 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au maître d'œuvre.

### **10.3 Délais de paiement**

Le règlement s'effectuera par virement bancaire dans un délai de **30 jours** maximum fin de mois, à compter de la date de la réception de la facturation.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque Centrale Européenne (BCE), en vigueur au premier jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir.

### **10.4 Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG MOE.

### **10.5 Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la Commande Publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **ARTICLE 11.DEMANDE DE PAIEMENT POUR SOLDE**

### **11.1 Demande de paiement finale**

Il est fait application de l'article 11.7.1 du CCAG MOE. Le décompte final établi par le maître d'œuvre détaille :

- Le forfait définitif de rémunération ;
- Le montant des missions complémentaires ;
- Le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;

- Le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- Le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- Le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- Le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG MOE, le maître d'œuvre notifie son décompte final au maître d'ouvrage dans les 30 jours suivant la date de fin de l'année de parfait achèvement, qui correspond à l'achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre.

## **11.2 Décompte général rendu définitif**

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG MOE.

## **11.3 Contestation sur le montant des sommes dues**

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG MOE.

# **ARTICLE 12. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

## **12.1 Documentation numérique et dématérialisation des échanges**

Les éléments relatifs à la documentation numérique et à la dématérialisation des échanges suivants seront éventuellement réalisés dans le cadre de la mission par la maîtrise d'ouvrage.

## **12.2 Ordres de service**

### **Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage**

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- Lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- Si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- Dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles.

L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.



### **Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service**

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours, sous peine de forclusion, pour notifier au maître d'ouvrage des observations relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, en application de l'article 3.8.2 du CCAG MOE.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG MOE.

## **12.3 Informations réciproques**

### **Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché**

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- De toute observation ou de tout documents adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

### **Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage**

Le maître d'œuvre communique à la maîtrise d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

### **Comptes-rendus des réunions**

Les comptes-rendus des réunions bilatérales entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont établis par le maître d'œuvre qui les communique dans les 2 jours ouvrés qui suivent la réunion. Les destinataires disposent de 15 jours pour émettre des observations sur le compte-rendu à compter de sa réception.

### **Confidentialité, secrets professionnel et commercial**

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG MOE en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

## **12.4 Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre**

### **Format et support pour la remise des études**

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Code mission	Nombre d'exemplaires	Destinataires
<b>ESQ</b>	1 remise en format numérique	MOA
	1 exemplaire papier sur demande	MOA
<b>APS</b>	1 remise en format numérique	MOA
	2 exemplaires papier sur demande	MOA, BCT
<b>APD</b>	1 remise en format numérique	MOA
	2 exemplaires papier sur demande	MOA, BCT
<b>Dossier PC</b>	1 remise en format numérique	MOA
	10 exemplaires papier	MOA, BCT
<b>PRO</b>	1 remise en format numérique	MOA
	2 exemplaires papier sur demande	MOA, BCT
<b>DCE</b>	1 remise en format numérique	MOA
	2 exemplaires papier sur demande	MOA, BCT
<b>DOE</b>	1 remise en format numérique	MOA
	2 exemplaires papier sur demande	MOA

### 15.1. Point de départ des délais de présentation des documents

Les délais d'exécution des documents d'étude et du dossier des ouvrages exécutés, exprimés en nombre de semaines calendaires, sont les suivants :

Livrable	Délai de remise par le MOE	Point de départ du délai de remise
<b>ESQ</b>	3 semaines	Date de début d'exécution des prestations
<b>APS</b>	3 semaines	Date de début d'exécution des prestations
<b>APD</b>	4 semaines	Validation de l'APS

<b>Dossier PC</b>	1 semaine	Validation de l'APD
<b>PRO</b>	6 semaines	Date de dépôt du PC
<b>DCE</b>	2 semaines	Validation du PRO
<b>RAO</b>	2 semaines	Date de remise des plis au MOE
<b>VISA</b>	1 semaine	Date de réception du document nécessitant un visa
<b>CR chantier</b>	2 jours ouvrés	Date de la réunion de chantier
<b>DOE</b>	4 semaines	Date de réception des travaux
<b>Proposition de réception</b>	1 semaine	Date de fin des OPR
<b>PV de levée des réserves</b>	2 jours ouvrés	Date de constat de levée des réserves

## 12.5 Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage

La décision du maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études intervient avant l'expiration des délais suivants :

<b>Livrable</b>	<b>Délai de validation du MOA</b>
<b>ESQ</b>	3 semaines
<b>APS</b>	3 semaines
<b>APD</b>	3 semaines
<b>Dossier PC</b>	1 semaine
<b>PRO</b>	3 semaines
<b>DCE</b>	2 semaines
<b>RAO</b>	2 semaines
<b>CR chantier</b>	2 jours ouvrés
<b>DOE</b>	4 semaines
<b>Proposition de réception</b>	2 semaines
<b>PV de levée des réserves</b>	1 semaine

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable concerné par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au deuxième alinéa de l'article 21 du CCAG MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

### **12.6 Décisions d'ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d'ouvrage**

Si le maître d'ouvrage n'admet pas les études remises par le maître d'œuvre, il peut prendre les décisions suivantes :

- Ajournement dans les conditions définies par l'article 21.2 du CCAG MOE ;
- Réfaction dans les conditions définies par l'article 21.3 du CCAG MOE ;
- Rejet dans les conditions définies par l'article 21.4 du CCAG MOE.

### **12.7 Conséquence de l'admission des études sur le programme de l'opération**

L'admission par le maître d'ouvrage des études réalisées par le maître d'œuvre emporte l'adhésion du maître d'ouvrage aux éventuelles modifications du programme.

## **ARTICLE 13. PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION**

En application de l'article 15.3.1 du CCAG MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, conformément à l'article 15.3.2 du CCAG MOE. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

En application de l'article 15.3.3 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

## **ARTICLE 14. DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE**

Conformément à l'article 24 du CCAG MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une concession au profit du pouvoir adjudicateur. Cette concession vaut pour les seuls besoins découlant de l'objet du marché. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Les résultats s'entendent également par dérogation à l'article 24.1 du CCAG MOE, des résultats et prestations inachevées, payés ou non par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder à des tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits concédés dans la limite des besoins découlant du marché. La cession porte sur l'utilisation des résultats sur tous formats présents et à venir.

Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au pouvoir adjudicateur à l'issue du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au pouvoir adjudicateur à l'issue du marché.

Par dérogation à l'article 24 du CCAG MOE, le titulaire du marché cède au maître d'ouvrage, sans rémunération supplémentaire, le droit de reproduire l'image du ou des ouvrages réalisés à partir de ses études.

## **ARTICLE 15. MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DE L'ASSISTANCE APPOREE AU MAITRE D'OUVRAGE POUR LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

Au moment de la signature du marché avec le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage envisage la passation des marchés de travaux en procédure adaptée.

La participation du maître d'œuvre aux commissions des achats ou instance similaires est requise.

Dans le cadre de la passation des marchés, le maître d'ouvrage s'engage à demander obligatoirement la soumission d'une offre de base lorsqu'il a offert la possibilité de remettre des variantes.

## **ARTICLE 16. MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DE LA DIRECTION DE L'EXECUTION DES MARCHES**

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution du ou des marchés publics sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Travaux approuvé par l'arrêté

du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles du ou de ces marchés.

### **16.1 Réunions de chantier**

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier jusqu'à la réception avec une fréquence d'une réunion par semaine.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 2 jours ouvrés qui suivent la réunion.

### **16.2 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre**

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- Porte sur la notification des dates des commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- Entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

### **16.3 Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux.

### **16.4 Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par les entreprises.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, le projet de décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final est fixé à 5 jours ouvrés à compter de la date de réception du document.

## **ARTICLE 17. MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE**

### **17.1 Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage**

Conformément à l'article R. 2194-8 du Code de la Commande Publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un avenant notamment dans les cas suivants :

- En cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- Si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre ;
- Si le maître d'ouvrage décide d'étendre la mission du maître d'œuvre au suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le maître d'œuvre ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par le CCAG Travaux.

Selon les cas, la rémunération est :

- Revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux induits par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- Mise au point sur la base de l'évaluation par le maître d'œuvre des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des couts journaliers définis dans l'annexe à l'acte d'engagement ;
- Adaptée en combinant ces deux modalités.

## **ARTICLE 18. ASSURANCES DU MAITRE D'ŒUVRE**

### **18.1 Garantie de la responsabilité décennale**

Cette police doit garantir la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du code des assurances.

### **18.2 Garantie de la responsabilité civile professionnelle**

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le maître d'œuvre est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

Pour la responsabilité civile professionnelle, les montants de garantie du contrat d'assurance souscrit seront adaptés aux limites du marché de l'assurance des activités de maîtrise d'œuvre.

### **18.3 Stipulations communes**

Le maître d'œuvre assume sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code Civil, dans les limites de la mission qui

lui est confiée. Pour toutes les autres responsabilités professionnelles, il ne peut être tenu responsable, de quelque manière que ce soit, ni solidairement ni *in solidum*, à raison des dommages imputables aux autres intervenants participant à l'opération.

Le maître d'œuvre supporte les conséquences financières de sa responsabilité dans les limites des plafonds de garantie fixés dans son contrat d'assurance.

La survenance d'un sinistre avant l'achèvement de la mission ne fait pas obstacle aux règlements des prestations de maîtrise d'œuvre.

Les attestations d'assurance du maître d'œuvre sont jointes au marché. L'attestation d'assurance de responsabilité civile décennale du maître d'œuvre, conforme aux articles A 243-2 et A 243-3 du code des assurances, est jointe au marché. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée. Dans le cas où il aurait contracté des garanties facultatives, le maître d'ouvrage transmet les attestations ou les lettres d'intention émanant de son assureur, afférentes à ces polices.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 10 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **ARTICLE 19. MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS**

En application de l'article R. 2194-6 du Code de la Commande Publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes.

### **19.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire**

Le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire.

### **19.2 Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance du mandataire**

Dans le cas où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, il est fait application de l'article 3.5.4 du CCAG MOE

Le cas échéant, la substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

### **19.3 Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance d'un cotraitant**



En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, si le titulaire est un groupement, le mandataire a la faculté de proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :

- Cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants ;
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants, la résolution des litiges entre membres du groupement relevant du groupement.

Il peut présenter comme remplaçant pour la poursuite des prestations :

- Soit le mandataire lui-même ou l'un des cotraitants ;
- Soit un sous-traitant ;
- Soit un nouveau cotraitant, à condition que celui-ci remplisse les conditions de participation fixées dans le cadre de la passation du marché initial et que soit fourni à l'appui de sa présentation l'ensemble des justifications de ses capacités. La substitution ne remet en cause ni les modalités financières du marché ni ses délais d'exécution.

Le maître d'ouvrage dispose de quinze jours à compter de la réception de la proposition du mandataire pour se prononcer sur l'organisation des prestations. Le silence gardé par lui pendant ce délai vaut rejet.

Un avenant est conclu entre le maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au maître d'ouvrage le cas échéant de résilier partiellement le marché selon les modalités définies au CCAG.

## ARTICLE 20. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

### 20.1 Définitions

**CCI** : Maître d'ouvrage.

**Contrat(s)** : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par la CCI et le Titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

**DPO** : Délégué à la protection des Données à caractère personnel

**Données à caractère personnel** : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

**Etat Membre** : il s'agit d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

**Lois sur la protection des données** : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

**Marché** : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par la CCI, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

**Personne concernée** : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

**Point de contact** : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

**Responsable de traitement** : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

**Tiers non-autorisé** : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

**Titulaire** : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec la CCI.

**Traitement** : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

## 20.2 Obligations du titulaire

Le Titulaire a conclu avec la CCI (« CCI ») le marché cité ci-dessus (« Marché »). Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire et la CCI peuvent avoir accès à des Données à caractère personnel au sens du Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») concernant les signataires et les personnes en charge du suivi opérationnel du Marché.

A ce titre, le Titulaire et la CCI sont responsables de Traitements et s'engagent à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679) en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne.

En particulier, le Titulaire s'engage à :

- Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Marché ;
- Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées à la sécurité des Données à caractère personnel utilisées dans le cadre du suivi opérationnel du Marché ; et notamment prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse de ces Données ;
- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel.

### **20.3 Protection des données à caractère personnel dans le cadre du suivi opérationnel du marché**

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers des CCI des Pays de la Loire et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. La CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du Marché, tel qu'identifié sur la plateforme appel d'offre de la CCI, en précisant en objet de mail : "RGPD – REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI Nantes St-Nazaire - DPO – Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions - 1 rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain en précisant les références du Marché.

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté la CCI, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) – [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa charte.

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

## **ARTICLE 21. DIFFERENDS ET RESILIATION**

### **21.1 Formalisme des réclamations**

Tout différend entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage fait l'objet, de la part du maître d'œuvre d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

Le rejet exprès ou tacite de la réclamation transmise préalablement à la remise du projet de décompte final ne s'oppose pas à ce que le maître d'œuvre réitère sa demande lors de la production de ce projet.

### **21.2 Règlement amiable des différends**

En application de l'article 35.4 du CCAG MOE, en cas de différend persistant après le processus de réclamation, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre privilégient, préalablement à la saisine du tribunal administratif compétent, le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, dans les conditions prévues par le Code de la Commande Publique.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent recourir à la transaction afin de régler à l'amiable leur litige, conformément à l'article L. 2197-5 du Code Civil.

### **21.3 Manquements aux obligations du marché par le maître d'œuvre**

Il est fait application de l'article 34 du CCAG MOE.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne se conforme pas aux stipulations du marché, le maître d'ouvrage le met en demeure de s'y conformer dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours. Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du maître d'œuvre dans les conditions prévues par l'article 34 du CCAG MOE.

### **21.4 Résiliation du marché**

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 27 à 34 du CCAG MOE avec les précisions suivantes.

Si le maître d'ouvrage décide de la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision est notifiée conformément à l'article 27 du CCAG MOE, et la fraction de la mission ou de l'élément de mission déjà accomplie est rémunérée.

Dans ce cas de résiliation, le maître d'œuvre perçoit une indemnité de 5 % de la partie résiliée du marché, hors révision, en référence à l'article 31 du CCAG MOE.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du Travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 32.5 du CCAG MOE, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite 2 mois au plus tard après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

### 21.5 Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige et d'échec des tentatives de règlement amiable, conformément à l'article R. 312-11 du code de justice administrative, les parties conviennent de saisir le tribunal administratif de Nantes.

## ARTICLE 22. DÉROGATIONS AU CCAG MOE

Articles du CCAP	Articles du CCAG MOE auxquels il est dérogé
9.1	16.2.1 et suivants
11.1	11.7.2
14	24.1
17.3	9
20	5.2